

**Union européenne - Conseil des
affaires générales - Renforcement
de la cybersécurité - Communiqué
de presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 20 novembre 2017)

L'UE entend renforcer la cybersécurité

Conformément au mandat que lui avait confié le Conseil européen d'octobre 2017, le Conseil des affaires générales a adopté ce jour des conclusions invitant à consolider la cybersécurité européenne et à renforcer la cyber-résilience dans l'ensemble de l'UE.

Les conclusions insistent sur la nécessité, pour tous les pays de l'UE, de mettre à disposition les ressources et les investissements nécessaires pour traiter la question de la cybersécurité. Dans ces conclusions, le Conseil se félicite que l'UE ait l'intention d'intensifier ses efforts de recherche et développement dans le domaine de la cybersécurité en établissant un réseau de centres de compétences en cybersécurité dans toute l'Union.

Le Conseil est en outre favorable au projet visant à mettre en place un cadre européen de certification de cybersécurité d'envergure mondiale afin de renforcer la confiance dans les solutions numériques. Les conclusions mettent en évidence le lien étroit qui existe entre la confiance dans l'Europe numérique et l'objectif d'une cyber-résilience dans l'ensemble de l'UE. Une attention particulière est accordée à la force de la cryptographie utilisée dans les produits et services à l'intérieur du marché unique numérique.

Parmi les autres mesures mises en avant par le Conseil figurent la fourniture des outils nécessaires en matière répressive pour lutter contre la cybercriminalité, l'élaboration d'une réponse coordonnée de l'UE aux incidents et crises de cybersécurité majeurs, et la tenue régulière d'exercices paneuropéens de cybersécurité. En ce qui concerne les aspects mondiaux et diplomatiques de la cybersécurité, le Conseil est conscient de l'importance que revêt la coopération internationale et salue la création d'un cadre clair pour l'utilisation des outils politiques, diplomatiques et économiques dont l'UE dispose pour répondre aux actes de cybermalveillance.

«La cybercriminalité et les actes de cybermalveillance financés par des États constituent au niveau mondial l'une des menaces les plus importantes pour nos sociétés et nos économies. Les cyberattaques nous font déjà perdre globalement chaque année près de 400 milliards d'euros. Cela fait clairement ressortir la nécessité pour l'UE d'utiliser les outils disponibles pour renforcer la stabilité dans le cyberspace et répondre aux incidents de cybersécurité majeurs. L'UE doit simplement rester aux avant-postes», a déclaré Matti Maasikas, vice-ministre estonien chargé des affaires européennes et président de la session du Conseil de

ce jour. «L'intensification de nos efforts et de nos investissements dans la cybersécurité est une condition préalable à la construction d'un marché unique numérique fort et fiable pour nos citoyens», a-t-il ajouté./.